

Nous devons mobiliser les compétences partout où nous le pouvons.

L'OCDE a une responsabilité particulière. Ses capacités d'analyse reconnues devraient être mises à profit pour transformer le concept de développement durable en cadre d'action pratique. Un tel cadre garantirait que le développement durable deviendrait une priorité des comités de l'OCDE y compris ceux sur le commerce, l'agriculture, la politique économique et d'autres domaines. Il pourrait aussi mener aux principes directeurs qui encourageraient les gouvernements des pays membres à inclure les considérations d'environnement dans leurs prises de décision dans d'autres domaines.

Je suis convaincu qu'un tel cadre s'avérerait avoir d'énormes avantages pour les pouvoirs publics et l'industrie.

Il permettrait aux pouvoirs publics et à l'industrie d'entreprendre des politiques et des projets écologiquement viables.

L'OCDE a aussi un rôle à jouer pour élargir le dialogue en matière d'environnement. L'Organisation pourrait par exemple organiser une table ronde plurisectorielle de consultations sur le développement durable. L'expérience qu'a eue le Canada avec un tel organisme, notre table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, montre quel potentiel il a pour des approches innovatrices, mais pragmatiques du défi du développement durable.